

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

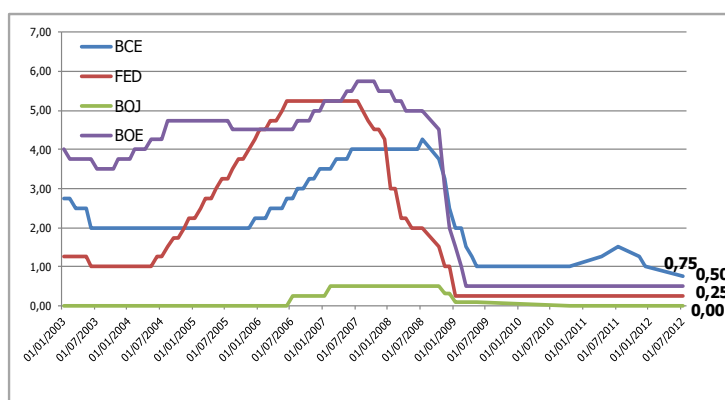
Lors de sa réunion du 7 février 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse que « les taux d'inflation (....) ont continué de diminuer, comme prévu, et devraient revenir en deçà de 2 % au cours des prochains mois. (....). La faiblesse de l'activité dans la zone euro devrait se prolonger début 2013. (....). Plus tard en 2013, l'activité économique devrait se redresser progressivement (....). Les risques entourant les perspectives économiques de la zone euro demeurent orientés à la baisse. (....)».

Le Président de la BCE a précisé que le Conseil des gouverneurs « suit attentivement la situation sur le marché monétaire et son incidence éventuelle sur l'orientation de la politique monétaire qui demeurera accommodante en assurant une allocation illimitée de liquidité ». M. Draghi a également souligné qu'« afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement en vigueur dans les pays de la zone euro, il est essentiel de continuer à renforcer la capacité de résistance des banques autant que nécessaire. Des mesures décisives pour la mise en place d'un cadre financier intégré permettront d'atteindre cet objectif. Le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) en est l'une des pierres angulaires. Il s'agit d'une avancée capitale vers la réintégration du système bancaire ».

La Fed maintient le statu quo monétaire ainsi que son programme de rachat d'actifs

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 30 janvier 2013, son principal taux directeur inchangé. La Fed a également confirmé le maintien de son programme de rachats d'actifs à hauteur de 85 milliards de dollars par mois afin de soutenir l'économie. Il a également décidé de maintenir le taux directeur à son niveau actuel tant que le chômage restera supérieur à 6,5 %. Au quatrième trimestre 2012, le PIB des Etats-Unis a reculé de 0,1 % et augmenté de 2,2 % sur l'ensemble de l'année.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Stabilité du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 132 900 fin décembre 2012, stable sur un mois en données CVS-CJO (+ 300 personnes). Sur un an, il croît de 10 % (+11,7 % pour les hommes et +8,2 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 16,9 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 11,7 % en décembre 2012, stable par rapport à novembre. Il était de 10,7% en décembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,7 % en décembre 2012. Il était de 10 % en décembre 2011.

Inflation

Hausse des prix en France au mois de décembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % en décembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,2 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 0,7 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établit à 2 % en janvier 2013, en baisse de 0,2 point par rapport à décembre 2012.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et se fixe un objectif d'inflation à 2 %

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 22 janvier 2013 de laisser inchangé son principal taux directeur. Le Comité a d'une part doublé son objectif d'inflation à 2 % conformément à la demande du Premier ministre et d'autre part a décidé de poursuivre son programme de rachats d'actifs financiers sans limitation de durée pour atteindre cet objectif. La BoJ a revu à la hausse ses prévisions de croissance du PIB à 2,3 % contre 1,6 % pour l'exercice budgétaire 2013-2014 et abaissé son estimation pour l'année 2012-2013 à 1 % contre 1,5 %. En décembre 2012, la production industrielle du Japon a augmenté de 2,5 % sur un mois et reculé de 0,3 % en 2012 par rapport à 2011. Hors énergie et alimentation, les prix à la consommation ont reculé de 0,6 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, en hausse de 0,1 point par rapport à novembre. En décembre 2012, les exportations ont diminué de 5,8 % sur un an et les importations ont cru de 1,9 %. Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros en décembre 2012, et 58,7 milliards d'euros sur l'ensemble de l'année 2012.

Chine : ralentissement de la croissance en 2012

Le PIB chinois a progressé de 7,9 % en glissement annuel au quatrième trimestre 2012 et de 7,8 % pour l'ensemble de l'année après 9,3 % en 2011 et 10,4 % en 2010. La production industrielle ressort pour sa part en hausse de 10 %. Le taux d'inflation s'est élevé à 2,6 % en 2012, en deçà de l'objectif de 4 % fixé par la Banque centrale. L'excédent commercial s'élève à 31,6 milliards de dollars pour le mois décembre 2012 et à 231 milliards de dollars pour l'année 2012.

Actualité bancaire

Epargne réglementée

A compter du 1^{er} février 2013, le taux du Livret A est fixé à 1,75 %. Les taux des autres produits d'épargne réglementée s'établissent comme suit :

- Livret de développement durable : 1,75 %
- Livret d'épargne populaire : 2,25 %,
- Compte d'épargne logement : 1,25 %

Droit des chèques

L'ordonnance n° 2013-79 du 25 janvier 2013 publiée au JORF du 26 janvier 2013, clarifie certaines dispositions du code monétaire et financier relatives au droit des chèques dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, afin de préciser les modalités des échanges d'informations sur les incidents de paiement par chèque, entre la Banque de France, l'Institut d'émission des départements d'outre-mer et l'Institut d'émission d'outre-mer.

Activités bancaires

Le 30 janvier 2013, la commission des finances du Sénat a organisé, en préalable à l'examen du projet de loi de réforme bancaire et financière, une table ronde sur la séparation des activités bancaires.

Cette audition est consultable sur : <http://videos.senat.fr/video/commissions/commFINC-p1.html> ; l'ensemble du dossier législatif est consultable sur le site de l'Assemblée nationale à l'adresse suivante : http://www.assemblee-nationale.fr/14/dossiers/separation_regulation_activites_bancaires.asp

Médiation du crédit aux entreprises

Rapport d'activité

En 2012, 4 077 dossiers ont été déposés à la Médiation nationale du crédit, avec une moyenne mensuelle de 378 dossiers. Sur ce total, 3 182 ont été acceptés et le taux de médiation réussie s'est établi à 58 % contre 59 % en 2011. La Médiation du crédit constate une complexité croissante de la situation des entreprises qui saisissent le Médiateur et dont les dossiers relèvent souvent de problèmes structurels liés au ralentissement conjoncturel. En 2012, 95 % des dossiers acceptés concernent les TPE-PME de moins de 50 salariés. 56 % des besoins de financement sont inférieurs à 50 000 euros.

En 2012, l'action de la Médiation a permis de conforter 1 550 entreprises dans leur activité, 543 millions d'euros ont été débloqués et 34 574 emplois préservés.

Depuis la création du dispositif en novembre 2008, 37 157 dossiers ont été déposés, avec un taux de médiation réussie de 62 %. 4,23 milliards d'euros de crédit ont été débloqués, 16 621 entreprises ont été confortées dans leur activité et 293 444 emplois préservés.

Outre-mer

Délégation sénatoriale à l'outre-mer

Le 17 janvier 2013, la délégation sénatoriale à l'outre-mer a organisé, en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère des Outre-mer, un colloque intitulé « La France dans le Pacifique : quelle vision pour le 21^e siècle ? ».

Les tables rondes ont porté sur : les enjeux de la présence française, les coopérations, les contraintes géographiques et environnementales, les défis et les débats.

Les vidéos sont consultables sur : <http://videos.senat.fr/video/videos/2013/video16029.html>

Publications IEOM

Balance des paiements

Les rapports annuels 2011 des balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française ainsi que la synthèse publiée sous forme de note expresse sont disponibles en téléchargement gratuit sur notre site Internet : www.ieom.fr

2 – Actualité régionale

Séisme aux îles Salomon

Un séisme de magnitude 8 sur l'échelle de Richter, suivi d'un tsunami se sont abattus sur les îles Santa Cruz (Sud Est des îles Salomon) le 6 février 2013, faisant au moins six morts selon les informations recueillies. Le bilan des dégâts est d'autant plus important qu'une vague de près d'un mètre a pénétré 500 mètres à l'intérieur des terres. Au total au moins 460 maisons ont été détruites, les secours ont été significativement retardés par l'impraticabilité de la petite piste de l'aéroport de Lata, inondée et jonchée de débris.

Energie géothermique aux Vanuatu

La société australienne Kuth Energy vient d'obtenir l'autorisation de lancer un projet de captation d'énergie géothermique, sur le site de Takara dans le Nord de l'île principale de Vaté, connu pour ses sources d'eau chaude. Le projet prévoit une première tranche de capacité nominale de 4 Mégawatts à l'horizon 2015 et une seconde tranche de quatre Mégawatts en 2018. La production électrique est destinée à la consommation de Port-Vila ; la distribution sur le réseau sera réalisée avec l'aide de la société électrique locale, Unelco, (filiale du groupe français Suez).

3 – Brèves locales

Annulation de l'élection législative à Wallis et Futuna

Dans sa séance du 24 janvier 2013, le Conseil Constitutionnel a annulé l'élection du Député David VERGE en raison d'irrégularités au niveau de son compte de campagne et l'a déclaré inéligible pendant un an. Trois autres candidats aux législatives du 10 et du 17 juin 2012 sont également déclarés inéligibles pour une durée d'un an pour des raisons identiques.

La Circonscription de Wallis et Futuna est appelée à voter pour l'élection d'un nouveau Député le 17 mars prochain.

Création d'un fonds de garantie pour les entreprises

Au cours de son récent déplacement en Polynésie Française, Monsieur Victorin LUREL Ministre des Outre-mer a annoncé la mise en œuvre d'un dispositif de garantie des crédits de trésorerie en faveur des entreprises. L'AFD¹ a été mandatée pour déployer, dans les Territoires de Polynésie, de Nouvelle-Calédonie et de Wallis-et-Futuna, le mécanisme prévu par le Pacte National pour la Croissance, la Compétitivité et l'Emploi.

SOGEFOM filiale de l'AFD propose donc désormais aux banques un nouveau produit de garantie permettant le renforcement de la structure financière des TPE² et PME³ comme suite à l'octroi de nouveaux concours ou par consolidation de concours bancaires à court terme. Les entreprises en « difficulté avérée » ou en procédures judiciaires ne pourront accéder au dispositif.

Accord annuel de modération de prix des produits de grande consommation

Dans le cadre des mesures prévues par la loi relative à la régulation Outre-mer incluant des accords annuels de modération de prix d'une liste de produits de grande consommation deux réunions présidées par l'autorité

¹ Agence Française de Développement

² Très petite entreprise

³ Petite et moyenne entreprise

préfecturale se sont tenues localement. La première avec le Pôle économique le 16 janvier 2013 et la seconde avec l'Observatoire des prix le 22 janvier. Un avis portant notamment sur une liste de produits de grande consommation et les prix s'y rapportant a donc été émis avant que le Préfet n'entame les négociations avec les opérateurs économiques de la place. L'objectif est de parvenir à un premier accord annuel.

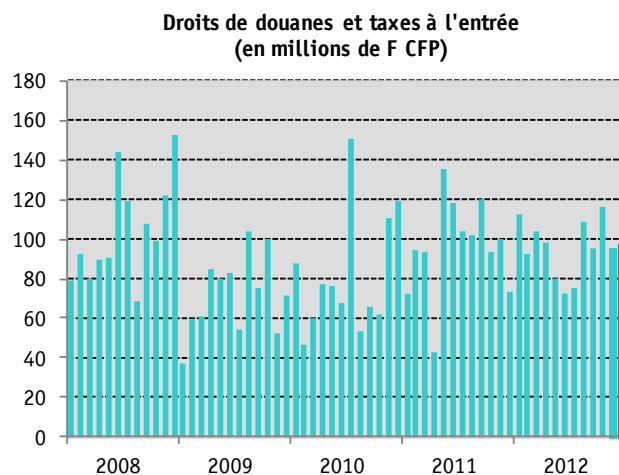
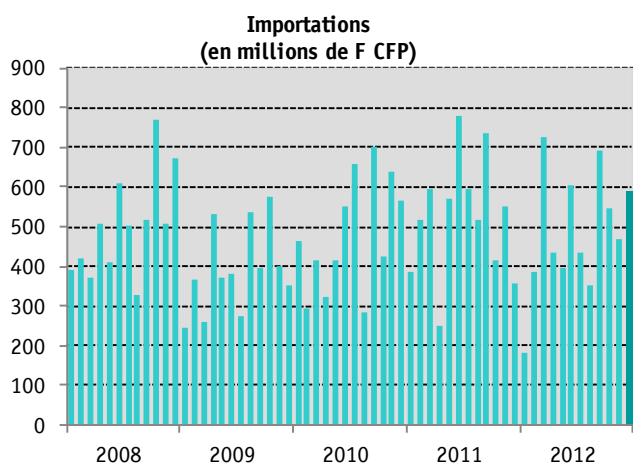
Mouvement à l'IEOM

M. Vincent LOMBARD a pris ses fonctions de Directeur Adjoint de l'agence IEOM de Mata'Utu, le 21 janvier dernier. Il succède à M. Bernard JEAN-JACQUES qui a quitté le territoire le 30 janvier pour rejoindre le siège à Paris.

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF		janv-13	87 400	-	3,0%
Nombre d'emplois salariés		sept-12	1 953	-	-4,7%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	déc-12	592	25,9%	66,5%
	cumulées	déc-12	5 812	-	-7,2%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	déc-12	97	1,3%	31,2%
	cumulés	déc-12	1 147	-	-0,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	déc-12	466	-	13,2%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	déc-12	1 406	-13,9%	-13,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	564	-13,3%	-10,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	déc-12	172	13,4%	6,2%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	janv-13	2 411	-21,3%	-18,0%
	cumulé	janv-13	31 888	-	985,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	janv-13	952	-29,0%	-27,3%
	cumulé	janv-13	15 018	-	1046,4%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	déc-12	3	0,0%	-40,0%
	cumulées	déc-12	38	-	0,0%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	janv-13	14	40,0%	27,3%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEP, Aviation civile

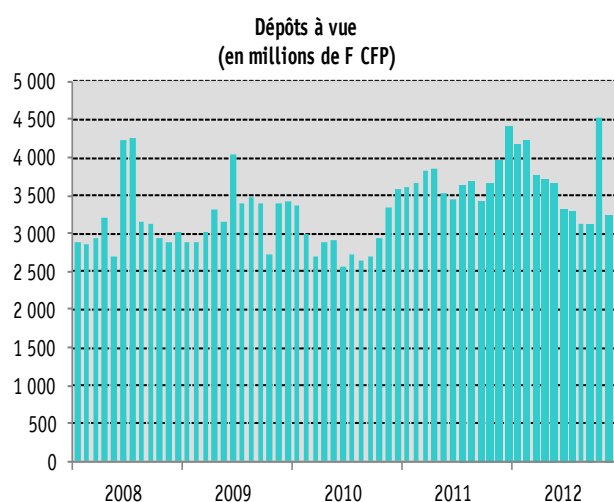
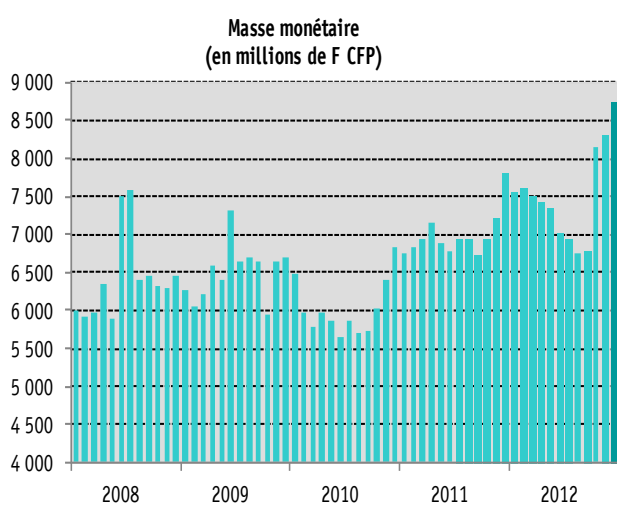


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Augmentation de la masse monétaire impactée par la hausse des dépôts à vue

en millions de F CFP	déc-11	nov-12	déc-12	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 145	2 137	2 142	0,2%	-0,2%
Dépôts à vue	4 410	3 249	3 662	12,7%	-17,0%
Total M1	6 555	5 385	5 804	7,8%	-11,5%
M2-M1	567	573	568	-1,0%	0,1%
Total M3	7 812	8 321	8 731	4,9%	11,8%

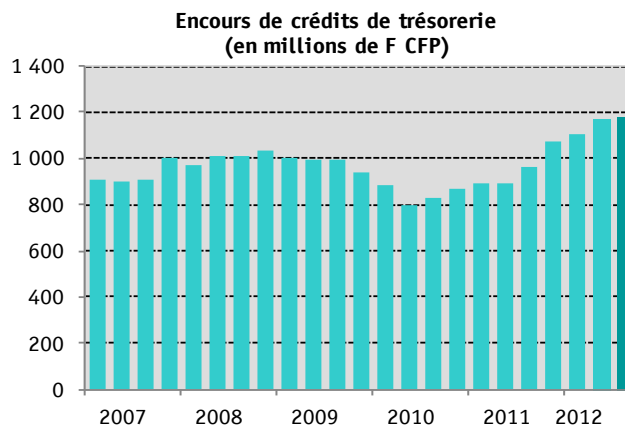
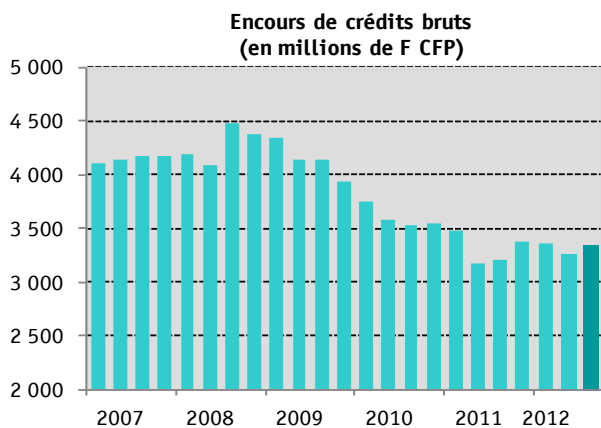


Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits à l'équipement*

en millions de F CFP	déc-10	déc-11	déc-12	▲ / an
Crédits de trésorerie	872	1 075	1 168	8,7%
Crédits à l'équipement	1 249	1 116	2 366	112,1%
Crédits à l'habitat	363	422	498	18,1%
Autres crédits	268	221	338	52,5%
Total encours sain	2 751	2 833	4 370	54,2%
Créances douteuses brutes	792	547	492	-10,1%
Total encours brut	3 544	3 380	4 861	43,8%

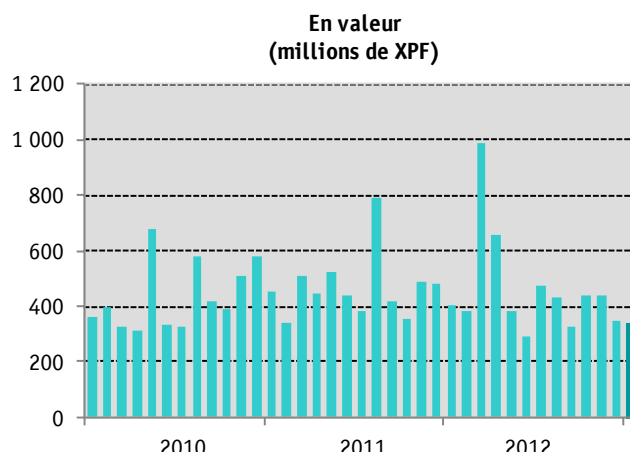
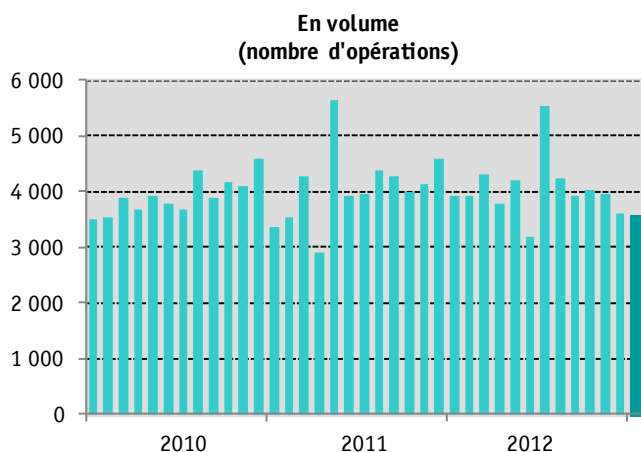
*Intégration des concours (1,09 milliards de F CFP) d'un établissement qui n'était pas repris antérieurement.



Compensation

Diminution des opérations de compensation

	janv-12	déc-12	janv-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 911	3 589	3 560	3 560	-0,8%	-9,0%
Compensation (en millions de CFP)	405	345	340	340	-1,3%	-15,9%



Incidents bancaires

Baisse des incidents de paiement par chèque en début d'année

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	70	74	67	67	-9,5%	-4%
Retraits de cartes bancaires	6	5	6	6	20,0%	0,0%

Interdits bancaires

Recul du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	411	408	403	-1,2%	-1,9%
- dont personnes physiques	402	397	392	-1,3%	-2,5%
- dont personnes morales	9	11	11	0,0%	22,2%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	janv-12	déc-12	janv-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	43	43	0,0%	13,2%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	7	15	15	0,0%	114,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	2013	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>					
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	-	5,4%
Entreprises					
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janvier	11	9	11	22,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	décembre	867	636	-	-26,6%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	décembre	108	21	-	-80,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	janvier	4	3	7	133,3%
Ménages					
emploi salarié (nb)	septembre	2 050	1 953	-	-4,7%
dont secteur privé	septembre	845	768	-	-9,1%
dont secteur public	septembre	1 205	1 185	-	-1,7%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	janvier	486	502	517	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janvier	395	402	392	-2,5%
décision retrait cartes bancaires	janvier	0	6	6	0,0%
incidents paiements sur chèques	janvier	76	70	67	-4,3%
importations de produits alimentaires (M XPF)	décembre	1 643	1 591	-	-3,2%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	décembre	992	891	-	-10,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	décembre	288	338	-	17,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	janvier	3	8	7	-12,5%
Echanges extérieurs en millions de XPF					
importations	décembre	6 260	5 812	-	-7,2%
exportations	décembre	-	-	-	-
recettes douanières	décembre	1 574	1 626	-	3,3%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	décembre	1 149	1 147	-	-0,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	décembre	412	466	-	13,2%
<u>Indicateurs financiers</u>					
La masse monétaire					
Dépôts à vue	décembre	4 410	3 662	-	-17,0%
M1	décembre	6 555	5 804	-	-11,5%
M2	décembre	7 122	6 372	-	-10,5%
Dépôts à terme	décembre	691	2 360	-	241,7%
M3	décembre	7 812	8 731	-	11,8%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues					
décembre	décembre	3 380	3 454	-	2,2%
Ménages	décembre	1 357	1 561	-	15,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 073	1 191	-	11,0%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	283	370	-	30,6%
Entreprises	décembre	1 137	2 513	-	121,1%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	88	78	-	-12,1%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	843	2 126	-	152,3%
Collectivités locales	décembre	273	240	-	-12,2%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	67	55	-	-17,2%
créances douteuses brutes	décembre	547	492	-	-10,1%
taux de créances douteuses	décembre	16,2%	14,2%	-	-1,9 pt
Ensemble des actifs financiers					
Ménages	décembre	3 040	2 757	-	-9,3%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	946	963	-	1,9%
Sociétés	décembre	2 289	2 029	-	-11,3%
Autres agents	décembre	3 785	3 064	-	-19,1%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MÉR

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,55% à 5,00% (Taux SFGAS à partir du 01/12/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,0800%	0,1310%	- 0,051 pt	0,8170%	- 0,737 pt
EURIBOR 1 mois	0,1210%	0,1090%	+ 0,012 pt	0,7820%	- 0,661 pt
EURIBOR 3 mois	0,2320%	0,1870%	+ 0,045 pt	1,0060%	- 0,774 pt
EURIBOR 6 mois	0,3780%	0,3200%	+ 0,058 pt	1,2270%	- 0,849 pt
EURIBOR 12 mois	0,6200%	0,5420%	+ 0,078 pt	1,5070%	- 0,887 pt

taux de base bancaire

banques métropolitaines
banques locales

taux	date d'effet
6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal

année 2012
année 2011

taux	JORF
0,71%	08/02/2012
0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/01/2013	31/12/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	0,0709%	0,0723%	- 0,001 pt	0,4902%	- 0,410 pt
EURIBOR 1 mois	0,1120%	0,1110%	+ 0,001 pt	0,8110%	- 0,699 pt
EURIBOR 3 mois	0,2040%	0,1860%	+ 0,018 pt	1,0220%	- 0,818 pt
EURIBOR 6 mois	0,3430%	0,3240%	+ 0,019 pt	1,2510%	- 0,908 pt
EURIBOR 12 mois	0,5730%	0,5490%	+ 0,024 pt	1,5260%	- 0,953 pt
TMO	2,3900%	2,2300%	+ 0,160 pt	3,5900%	- 1,200 pt
TME	2,1900%	2,0300%	+ 0,160 pt	3,3900%	- 1,200 pt
TRBOSP	2,3500%	2,2200%	+ 0,130 pt	3,6500%	- 1,300 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011	31/01/2013	31/12/2012	31/12/2011
taux JJ	0,190%	0,100%	0,110%	0,086%	0,093%	0,035%	0,470%	0,470%	0,555%
3 mois	0,370%	0,415%	0,680%	0,167%	0,176%	0,140%	0,555%	0,570%	1,100%
10 ans emprunts phares	2,010%	1,740%	1,870%	0,760%	0,790%	0,980%	2,110%	1,840%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2013)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	12,19%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,24%
Prêts immobiliers		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	5,72%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,05%
Prêts à taux variable	5,37%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,01%
Prêts-relais	5,79%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,61%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,32%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,36%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,89%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	18,95%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,49%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,55%	Découverts en compte (1)	13,32%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,0677	1 NZD/XPF	73,8256	1 HKD/XPF	11,3535	1 GBP/XPF	139,2436	
100 JPY/XPF	96,7659	1 AUD/XPF	91,7301	1 SGD/XPF	71,1664	100 VUV/XPF	94,6094	1 FJD/XPF	49,7879